



## Les comptes économiques de La Réunion en 2012

### La croissance se tasse

Le produit intérieur brut (PIB) de La Réunion est estimé à 16,3 milliards d'euros en 2012 (tableau 1). Il augmente de 0,7 % en monnaie constante (volume - voir encadré). La croissance est plus modérée qu'en 2011 (+ 1,2 %) mais est meilleure qu'au niveau national. En 2012, la croissance est nulle en France, conséquence notamment d'une inflation élevée (graphique 1).

L'année économique 2011 avait été marquée par une croissance modérée, soutenue par une reprise de l'investissement après deux années de forte baisse. Ce moteur de l'activité économique s'essouffle en 2012. La consommation prend le relais de l'investissement. Le recul de l'inflation contribue à une amélioration du pouvoir d'achat des ménages. Leur consommation augmente en volume plus fortement qu'en 2011.

Du fait de l'augmentation de la population toujours soutenue à La Réunion, le PIB par habitant baisse de 0,3 % en volume.

#### La consommation maintient l'activité, l'investissement recule

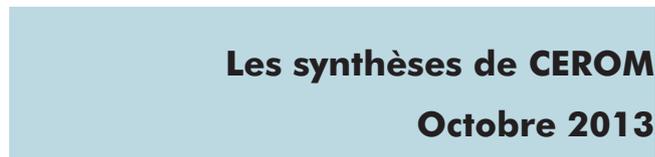
Les dépenses de consommation des ménages augmentent en 2012 de 3,1 % en valeur contre 3,3 % en 2011, mais l'inflation s'est assagie, passant de + 2,1 % en 2011 à + 1,1 % (voir encadré). La consommation des ménages se renforce ainsi en volume (+ 2,0 %) et constitue le principal moteur de l'activité économique en 2012. Elle contribue pour 1,2 point à la croissance. La consommation des administrations se raffermie également (+ 0,7 % après + 0,3 % en 2011 en volume).

■ Graphique 1 - Taux de croissance en volume à La Réunion et en France



(e) : Estimation.

Source : Insee, comptes nationaux ; comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 ; Cerom, comptes rapides 2008-2012.



L'investissement recule de 5,2 % en volume en 2012. Cette baisse s'explique exclusivement par l'absence d'achat d'avion de ligne en 2012. Hors avions, l'investissement augmente de 1,3 % en volume, après + 4,6 % en 2011. La croissance de l'investissement reste loin du niveau d'avant crise, qui approchait + 9 % par an.

Les importations de biens d'investissement (hors avions) continuent d'augmenter (+ 8 % après + 10 % en 2011), soutenues par les importations de véhicules utilitaires (+ 15 %). L'achat de deux thoniers contribue également à cette hausse.

La situation demeure préoccupante dans la construction. Après l'embellie de 2011, l'investissement en produits du BTP (logements, bâtiments, travaux publics) est estimé en baisse de 1,4 % en volume (+ 1,6 % en valeur).

La baisse d'activité dans le BTP concerne essentiellement les travaux publics, le logement restant malgré tout bien orienté. Le nombre de logements neufs certifiés par le Conseil augmente de 8 %.

#### Deux façons de mesurer les évolutions

Du fait de la hausse des prix, la monnaie se déprécie au cours du temps. Pour rendre compte d'une évolution mesurant des montants, l'effet est corrigé en distinguant les évolutions en « valeur » (évaluées à prix courants, sans correction de l'effet de l'inflation) et les évolutions en « volume », qui intègrent une correction éliminant l'effet de l'inflation. Les évolutions « en volume » sont aussi dites « à prix constants » ou « hors inflation ». En 2012, le PIB augmente de 0,7 % en volume et de 2,4 % en valeur.

Les prix utilisés pour calculer une évolution en volume sont ceux de l'indice des prix pour chaque poste (ou produit). L'indice des prix à la consommation des ménages, publié régulièrement par l'Insee, est calculé sur une structure de consommation des ménages qui lui est propre (panier de la ménagère). Dans les comptes, l'indice des prix n'a pas exactement la même structure, ce qui explique que les deux mesures d'inflation diffèrent. En 2012, l'inflation de la consommation des ménages mesurée dans les comptes est de 1,1 %. Elle est de 0,9 % dans l'indice des prix à la consommation des ménages publié régulièrement.



Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Insee, l'AFD, et l'IEDOM. Il ne s'agit pas d'un compte définitif. Les estimations pourront être révisées.

■ **Tableau 1 - Le PIB à La Réunion et ses principales composantes en 2012**

	2012 <sup>(e)</sup> (en milliards d'euros)	Évolution 2012/2011 (en %)		
		Volume	Prix	Valeur
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>16,32</b>	<b>0,7</b>	<b>1,8</b>	<b>2,4</b>
Consommation des ménages	9,92	2,0	1,1	3,1
Consommation des administrations publiques	6,28	0,7	1,2	1,9
Investissement <sup>1</sup>	3,51	1,3	2,4	3,8
Importations de biens <sup>1</sup>	4,65	-0,5	3,1	2,5
Exportations de biens	0,31	2,7	4,1	6,9
Dépense des touristes	0,31	-9,9	1,5	-8,6

1. Hors avions lourds (e) : Estimation.  
Source : Cerom, comptes rapides.

### Des échanges avec l'extérieur en demi-teinte

Après une très bonne année 2011, la fréquentation touristique est décevante. Le nombre de touristes accueillis sur l'île recule de 5 % malgré la stabilité du tourisme affinitaire (visite famille, amis). Les dépenses des touristes sur l'île chutent de 9 % en 2012.

Les exportations poursuivent leur croissance. Leur montant progresse de 6,9 % en valeur après + 1,9 % en 2011. Les montants des exportations de sucre et de produits de la pêche augmentent chacun de 2 %.

Le montant des importations diminue de 2,5 % en valeur. Hors avions, il augmente de 2,5 %. Mais leur prix s'est apprécié en moyenne de 3,1 % sous l'effet notamment de la hausse du carburant et du charbon. De ce fait, les importations hors avions baissent de 0,5 % en volume. Les importations de biens intermédiaires sont particulièrement touchées (- 8,2 % en valeur) et renvoient un signe négatif sur l'activité des entreprises en 2012 et éventuellement en 2013.

### Une croissance insuffisante pour enrayer la demande d'emploi

L'emploi salarié marchand augmente de 1,9 % après + 3,0 % en 2011. Sous la pression du flux d'entrants sur le marché du travail et du tassement de la croissance économique, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A continue d'augmenter (+ 8,8 % sur 12 mois), à un rythme plus élevé qu'en 2011 (+ 5,5 %). Le taux de chômage s'établit à 28,5 % à la fin du premier trimestre 2012.

### Le ralentissement de l'inflation redonne du pouvoir d'achat aux ménages

Le revenu disponible brut des ménages (RDBM) progresse en valeur de 3,2 % après 3,5 % en 2011 (tableau 2). L'inflation ayant été plus faible en 2012, le RDBM à prix constants (volume) augmente plus rapidement qu'en 2011 (+ 2,3 % après + 1,1 %). Malgré l'augmentation de la population, le pouvoir d'achat par habitant progresse à nouveau (+ 1,2 %), après trois années très faibles et même un recul en 2011 (- 0,3 %) (graphique 2). L'évolution est plus favorable qu'au niveau national, où le revenu disponible brut des ménages ralentit fortement en valeur (+ 0,9 % après + 2,7 % en 2011). Parallèlement, le

prix de la dépense de consommation finale des ménages français continue de progresser à un rythme proche de celui de 2011 (+ 1,9 % après + 2,1 %). En conséquence, le pouvoir d'achat du revenu disponible recule (- 0,9 %, après + 0,7 %). Le pouvoir d'achat par personne (RDBM en volume par habitant) baisse de 1,4 %. C'est la plus forte baisse au niveau national depuis 1984.

### La masse salariale progresse moins vite

La masse salariale distribuée par les entreprises des secteurs marchands (hors agriculture et pêche) augmente en valeur de 4,0 % en 2012 après + 5,2 % en 2011. Elle progresse plus rapidement dans les services, en particulier les services aux entreprises, dans les industries agroalimentaires et dans l'hébergement et la restauration, du fait notamment d'une forte hausse des effectifs salariés. Y compris le secteur non marchand, la masse salariale augmente de 2,8 %.

Les prestations sociales hors allocations logement et remboursements de sécurité sociale (en espèces) constituent une part importante des revenus à La Réunion : elles représentent près de 30 % des revenus des ménages réunionnais. Elles progressent de 4,9 % en 2012 et dépassent pour la première fois les 3 milliards d'euros.

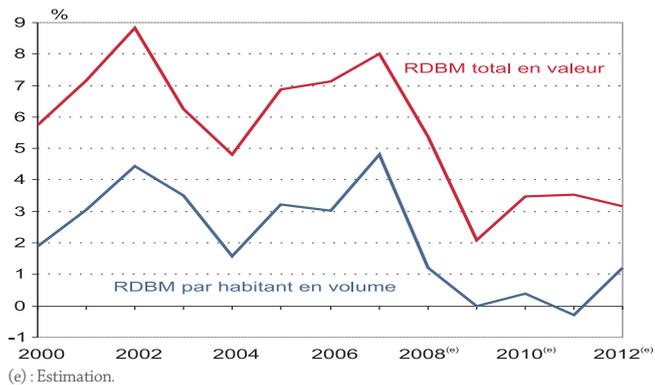
Les prestations distribuées par la CAF augmentent de 3,1 % pour atteindre 1,25 milliard d'euros. Cette augmentation est en retrait après la forte hausse de 2011 (+ 8 %). La CAF reste néanmoins très largement le principal émetteur des prestations sociales en espèce.

■ **Tableau 2 - Évolution du revenu disponible brut des ménages**  
en %

	Total		Par habitant	
	En valeur	En volume	En valeur	En volume
<b>2011-2012*</b>	<b>3,2</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>1,2</b>
2010-2011*	3,5	1,1	2,1	-0,3
France 2011-2012	0,9	-0,9	0,4	-1,4

(e) : Estimation.  
Source : Cerom, comptes rapides.

## ■ Graphique 2 - Évolution du revenu disponible brut des ménages



(e) : Estimation.

Source : Insee, comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 ; Cerom, comptes rapides 2008-2012.

Le revenu de solidarité active (RSA), inclus dans les prestations CAF, est en vigueur dans les départements d'outre-mer depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Il se substitue notamment au revenu minimum d'insertion (RMI) et à l'allocation de parent isolé. Le montant du RSA (socle, socle et activité, activité seul) versé en 2012 augmente de 3,4 % et atteint 543 millions d'euros. Courant 2012, 103 000 personnes sont allocataires du RSA.

### Forte poussée des prestations chômage

Les montants versés par l'assurance chômage atteignent un nouveau record. Avec une augmentation de 9,1 %, ils culminent à 534 millions d'euros. Cette hausse résulte de la dégradation du marché du travail, avec plus de 12 000 demandeurs d'emploi supplémentaires en 2012. Alors qu'il s'était stabilisé en 2011, le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés s'accroît de 8,2 %.

Le revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) complète les revenus bruts mensuels inférieurs ou égaux à 1,4 Smic. Des conditions d'attribution plus restrictives font chuter les montants distribués. Ainsi, 54 millions d'euros ont été versés en 2012, soit une baisse de 29 % par rapport à 2011.

Le montant des retraites versé en 2012 poursuit sa forte croissance (+ 7,2 % après 7,1 % en 2011). Il atteint 1,25 milliard d'euros en 2012.

### La consommation des ménages augmente de 2 % à prix constants

La consommation des ménages augmente de 3,1 % en valeur et de 2,0 % en volume. Elle avait progressé plus fortement en valeur en 2011 (+ 3,3 %), mais l'inflation avait été plus marquée. L'augmentation en volume n'était que de + 1,2 %.

La structure de la consommation peut être approchée par les importations de biens. Les importations de biens non durables sont restées dynamiques (+ 5,5 % en valeur), en particulier les produits des industries agroalimentaires (+ 8 %). Les importations de savons, produits d'entretiens et parfums progressent de 10 % et les produits pharmaceutiques, qui représentent 18 % des importations de

biens de consommation non durables, augmentent plus modestement (+ 3 %). Les produits de l'industrie textile et de l'habillement sont stables.

Les importations de biens de consommation durables progressent de 1,2 %, avec de fortes variations selon les produits. Les importations de véhicules de tourisme augmentent (+ 5 %), de même que les meubles (+ 2 %). Les importations d'équipements électriques d'une part, et de produits informatiques, électroniques et optiques (hors ordinateurs) d'autre part, chutent respectivement de - 9 % et - 17 %.

Enfin, les importations d'énergie (carburant, charbon) progressent sensiblement (+ 7,2 %) du fait de leur renchérissement. Leur prix ayant augmenté de près de 10 %, les importations d'énergie reculent en volume. ■

Cédric RÉALE, Michel BRASSET, Insee

## Les publications de CEROM

### ➤ Tableau de bord économique trimestriel :

La Réunion  
Guadeloupe Guyane Martinique  
Nouvelle-Calédonie Polynésie française

### ➤ Études Cérom :

- La Réunion :  
Bilan macroéconomique de La Réunion 2000-2010 : Une crise conjoncturelle ou les limites d'un modèle de croissance ?  
Emplois touristiques 2011 : Peu d'emplois touristiques mais un potentiel à développer
- Guadeloupe :  
Comptes économiques 2011 : Une reprise en demi-teinte
- Guyane :  
Comptes économiques 2011 : L'investissement stimule la croissance guyanaise
- Martinique :  
Comptes économiques 2011 : Une croissance timide
- Mayotte :  
Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation
- Nouvelle-Calédonie :  
Comptes économiques 2011 : La demande intérieure soutient la croissance  
Comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la Métropole
- Polynésie française :  
Comparaison des prix entre la Polynésie française et la France métropolitaine en mars 2010

### Pour en savoir plus

[www.cerom-outremer.fr](http://www.cerom-outremer.fr)  
[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

[www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)  
[www.insee.fr](http://www.insee.fr)